



Monsieur le Président,

Vous nous demandez de siéger ce jour dans le cadre du Comité Hygiène Sécurité et Conditions de Travail (CHS-CT) afin de rendre un avis sur les restructurations proposées par la direction locale.

Nous **vous** rappelons que **vous** avez été désigné pour présider ces instances ; nous y sommes élus pour siéger et représenter la totalité des agents du Pas-de-Calais. **Vous** avez l'obligation de tenir ces instances avec un minimum de respect du dialogue social ; nous sommes tenus de rendre compte de nos mandats.

Vous l'avez compris Monsieur Le Président, ce CHS-CT ne pourra pas se tenir et **vous** êtes l'unique responsable des conditions déplorables dans lesquelles **vous** souhaitez nous voir travailler.

Les documents de travail sont révélateurs d'un inquiétant laxisme et ceci pour plusieurs raisons :

- l'avis de l'Inspecteur Santé et Sécurité au Travail n'est pas présenté dans les documents de travail ;
- aucun avis des Médecins de Prévention n'est recueilli ;
- des députés rendent des avis favorables pour des opérations qui ne sont pas dans leur circonscription ;
- les agents concernés ne savent pas tous où ils vont travailler au 1^{er} janvier 2016 ;
- aucun impact sur les effectifs des cadres n'est fourni, que vont-ils devenir ? Chargés de mission ?

Les plans fournis sont inexploitable, parfois même absents, et ne permettent aucune étude de notre part.

Enfin, nous déplorons l'absence des Médecins de Prévention. Un calendrier surchargé (contraint, tendu ?) et **votre** précipitation à réaliser ces restructurations empêchent un réel dialogue social. Ce calendrier que **vous** vous étiez engagé à nous fournir, nous l'exigeons chaque année et encore plus fortement depuis plusieurs mois. Mais, **vous** ne répondez jamais favorablement à cette demande, excepté pour les CAP et le CTL, à croire que le CDAS et le CHS-CT sont des organes consultatifs dont **vous** pourriez **vous** passer...

Pour un dialogue social de haut niveau et efficace, dont **vous** êtes le garant, un calendrier de toutes les instances semble indispensable.

Vous dites nous entendre, nous **vous** rappelons aujourd'hui, qu'il faudrait aussi nous écouter !